

unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le **10 NOV. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Ouest

Parc Edonia - Bâtiment T
Rue de la Terre Adélie - CS 86820
35760 Saint-Grégoire

Références :

Code AIOT : 0005503729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement SUEZ RV Ouest implanté Branguily 56920 Gueltas. L'inspection a été annoncée le 10/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée pour la mise en service du casier 5C3 suite à la transmission du dossier d'exécution reçu le 10 octobre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ouest
- Branguily 56920 Gueltas
- Code AIOT : 0005503729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV OUEST bénéficie d'un arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 l'autorisant à exploiter l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de GUELTAS jusqu'en mars 2027.

Sa capacité annuelle de réception est de 195 000 tonnes/an et sa capacité maximale de stockage autorisée est de 4 800 000 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité du casier 5C3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	Sans objet
2	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	/	Sans objet
3	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19	/	Sans objet
4	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.	/	Sans objet
5	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.	/	Sans objet
6	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.	/	Sans objet
7	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.	/	Sans objet
8	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > II.	/	Sans objet
9	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > III.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyse du dossier transmis par l'exploitant le 10 octobre n'appelle pas d'observation de la part de l'IIC.

Les 2 organismes tiers en charge du suivi et du contrôle de la bonne réalisation des travaux ont « **réceptionné conformément au CCTP et à la réglementation** » les travaux qu'ils suivaient.

Les constats visuels du 24 octobre 23 ne remettent pas en causes les éléments contenus dans le rapport et les parties visibles étant conformes aux éléments du dossier, l'inspection propose donc à M le Préfet du Morbihan d'informer la société SUEZ RV OUEST qu'elle peut exploiter le casier 5C3 et y débiter la réception des déchets.

Lors de la visite, l'inspection a pu voir la pose de la géomembrane sur un casier voisin en cours de réalisation ainsi que les aires de stockage des matériaux mis en œuvre. Aucune observation n'a été formulée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Exigences relatives à l'étanchéité : BSP
Prescription contrôlée : La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ; - les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur. La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond. L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.
Constats : Le rapport fourni par l'exploitant contient les éléments de contrôle de l'organisme tiers. Celui-ci a « réceptionné conformément au CCTP et à la réglementation l'intégralité de la Barrière de Sécurité Passive du casier 5C3 de l'ISDND Branguilly à Gueltas » et a conclu que « l'ensemble des points de mesure de perméabilité est CONFORME ». Selon le rapport, la BSP est constituée d'une couche de terrain naturel, d'une couche de terrain reconstitué, complété par un Géosynthétique Bentonique (GSB).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné. Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur. Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation. L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.
Constats : Le programme de travaux est fourni à l'avance et réajusté suivant la vitesse d'exécution des travaux et du remplissage des casiers. Deux organismes de contrôle extérieur sont intervenus lors de la réalisation du casier. Leurs résultats d'analyses et commentaires ont été transmis par l'exploitant.
Observations : Les rapports fournis concluent à la conformité, avec le CCTP et la réglementation, des travaux réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Prescription contrôlée : Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement. Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples. Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La pose de la géomembrane a été contrôlée par un organisme tiers. Les conclusions de cet organisme sont : « les contrôles visuels n'ont pas fait état d'anomalie » ; « l'ensemble des soudures sont conformes ».
Observations : Les rapports de suivis et les conclusions de l'organisme tiers ont été fournis par l'exploitant en annexe de sa demande de réception du casier 5C3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; Art 9>I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active".Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.
Constats : Par mail du 10 octobre, l'exploitant a transmis à la DREAL son dossier de réception des travaux du casier 5C3. Le rapport de l'organisme tiers ayant suivi la pose de la Barrière de Sécurité Active (BSA) conclu : « Tous les essais et contrôle réalisés vérifient la bonne réalisation du dispositif d'étanchéité par géomembrane du casier 5C3. A la suite de ces contrôles, la BSA du casier 5C3 est conforme à la législation et aux prescriptions du CFG ». La pose de la BSA a été réalisée par une entreprise certifiée ASQUAL, avec des matériaux validés par l'organisme tiers.
Observations : Le dossier transmis contenait : le PV de réception du support de pose, le plan de recolement de la géomembrane, les fiches techniques des matériaux utilisés, le certificat ASQUAL des poseurs et soudeurs, ainsi que les résultats des tests d'étanchéité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Exigences relatives au drainage
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :- de la géomembrane et du dispositif de drainage article 9>II: En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.
Constats : Par mail du 10 octobre, l'exploitant a transmis à la DREAL son dossier de réception des travaux du casier 5C3. Les éléments transmis décrivent les matériaux et leur mise en œuvre conformément au CCTP établi. Les résultats des tests et vérifications sont conformes à la réglementation.
Observations : La couche drainante a été réalisée suivant les adaptations autorisées par l'Arrêté Préfectoral Complémentaire (APC) du 6 mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :- de la géomembrane et du dispositif de drainage article 9>III : Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.
Constats : Par mail du 10 octobre, l'exploitant a transmis à la DREAL son dossier de réception des travaux du casier 5C3. Un géotextile anti-poinçonnement a été posé. Sa fiche d'agrément a été jointe au dossier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats article 11 : I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.
Constats : Le compte rendu d'exécution fourni par l'exploitant n'appelle pas de remarque de l'inspection.
Observations : Le casier est muni d'une pompe de relevage qui renvoie vers un premier bassin de stockage de lixiviats équipé de vannes d'obturation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Prescription contrôlée : Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).
Constats : Par mail du 10 octobre, l'exploitant a transmis à la DREAL son dossier de réception des travaux du casier 5C3 comportant les dossiers des 2 organismes tiers missionnés par l'exploitant pour le suivi et le contrôle de sa réalisation. Les rapports transmis n'appellent pas de remarques particulières. Les 2 organismes tiers ont « réceptionné conformément au CCTP et à la réglementation » les travaux qu'ils suivaient. Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater la présence de la géomembrane et du dispositif du drainage. Le casier 5C3 a été raccordé au système de collecte et de stockage déjà existant sur le site.
Observations : Lors de la visite, l'IIC n'a pas demandé de test d'écoulement pour vérifier le bon fonctionnement du système drainant. Les résultats des tests présents dans le document de synthèse n'ayant pas appelé de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Prescription contrôlée : Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
Constats : Aucune incohérence n'a été relevée entre les constats visuels faits lors de l'inspection du 24 octobre et les éléments décrits dans le dossier transmis le 13 octobre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18

Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19

Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.

Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.

Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.
Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > I.
Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > II.
Information confidentielle :

